

Initiatives ministérielles

Petro-Canada prendra éventuellement de l'arrière par rapport à ses concurrents de l'industrie pétrolière. Tout le monde le pense. Il est temps que le gouvernement canadien cesse de jouer les pompistes. Sa mission est tout autre. Elle est de créer un climat favorable afin que les Canadiens et d'autres personnes puissent investir au Canada. Le gouvernement voit une occasion dans ce projet de loi qu'il s'attend à voir bloqué uniquement pour des raisons politiques, pour établir l'atmosphère d'insécurité que l'opposition répand chez les Canadiens.

Les Canadiens ont ici l'occasion d'acquérir des parts dans une grande société pétrolière canadienne. La loi limitera les parts de propriété dans la société, qui ne tombera pas sous contrôle étranger. Le gouvernement a d'autres moyens qu'il préfère de régir l'industrie pétrolière au Canada. Les débats ne seront que d'interminables répétitions. L'opposition n'a qu'un but, bloquer cette mesure capitale. Nous le savons; ceux d'en face le savent. Mes amis là-bas savent exactement où ils veulent en venir. Ils veulent forcer le gouvernement à imposer la clôture ou l'attribution de temps. Ils ne font rien d'autre depuis le début de la législature en 1988.

• (1210)

La société Petro-Canada a été créée en 1970 par le gouvernement libéral, qui nous a dit à l'époque que la société nationale des pétroles était nécessaire pour accomplir un certain nombre d'objectifs. Je suis convaincu que les objectifs fixés au moment de la création de Petro-Canada ne sont plus nécessaires. Nous pouvons en assurer la réalisation. La surveillance peut être exercée par les organismes qui ont été établis depuis, et nous comprenons mieux aujourd'hui l'industrie pétrolière.

Il ne me reste que le temps de répéter que l'attribution de temps a été appliquée 25 fois entre 1980 et 1984. Elle a été appliquée 20 fois entre 1984 et 1988. Chacun des gouvernements au pouvoir au cours de ces périodes a recouru à la clôture deux fois.

La fréquence a augmenté depuis les élections de 1988 parce que l'opposition, tant libérale que néo-démocrate, a annoncé sa ferme intention d'obliger chaque fois le gouvernement à imposer la clôture ou l'attribution de temps, pour avoir l'air d'employer la même tactique que les libéraux au Sénat. Ce sera en pure perte, parce que

ici, contrairement au Sénat, nous sommes régis par des règles.

M. Joe Fontana (London-Est): Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre parle de procédure et de Règlement. Je crois juste de dire que tant la procédure que le Règlement que le gouvernement veut imposer non seulement à la Chambre mais au peuple canadien tiennent de la corruption.

C'est aussi irresponsable de la part du gouvernement de recourir à l'attribution de temps dans cette affaire que de l'avoir fait pour la plupart des questions fondamentales qui se sont présentées au Canada. J'estime qu'il nous offre un spectacle lamentable d'arrogance, d'irrévérence et de mépris à l'égard non seulement des traditions mais des droits de la population.

Le gouvernement a vraiment du culot d'accuser le Sénat d'être antidémocratique alors qu'il passe tous les jours outre à la volonté de la Chambre. À la vérité, le Sénat a des allures de caniche à côté des stratagèmes de bull-terrier que le gouvernement affiche ici tous les jours.

J'estime que le gouvernement et le peuple canadien, monsieur et madame Tout-le-monde, doivent comprendre que le gouvernement abuse du pouvoir de la majorité, abuse du pouvoir du Parlement et abuse du pouvoir du gouvernement. Partant, il fait du tort au peuple canadien. Le Règlement est fait pour être respecté. Il faut l'appliquer avec justice et non en abuser.

Le gouvernement a essentiellement abusé du Règlement et de la procédure parlementaire pour imposer un programme sur la base duquel il dit avoir été élu, alors que les Canadiens ne savaient absolument rien, en 1988, de la privatisation de Petro-Canada et de la TPS. Et voici que le gouvernement a le culot de prétendre que les Canadiens l'appuient entièrement et qu'ils souhaitent voir adopter son programme législatif. Vous savez que cela n'est que pure foutaise.

Le gouvernement fait vraiment preuve d'hypocrisie lorsqu'il se vante d'encourager les pays d'Europe de l'Est et même l'Union soviétique à ouvrir leurs frontières et à se démocratiser. Comment peut-il se poser en exemple pour les pays d'Europe de l'Est et l'Union soviétique alors qu'il a eu recours à la clôture 15 fois au cours de la présente session?